

Rennes, le 25/09/2024

Délégation départementale d'Ille-et-Vilaine
Département Santé-Environnement

Affaire suivie par : Jérôme ROCHELLE
Tél. : 02 99 33 34 33
Mél. : ars-dd35-sante-environnement@ars.sante.fr

Réf. : ELISE : D0924--6449

Le Directeur départemental

à

Monsieur le Préfet de la Région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine
D.C.I.A.D
B.I.C.
81, boulevard d'Armorique
35700 RENNES CEDEX

Objet : Autorisation environnementale – Groupe Michel – Nutrition animale à St Germain-en-Coglès.

Monsieur le Préfet,

Par message du 18 juillet 2024, vous m'avez transmis pour avis la demande d'autorisation environnementale déposée par la société Michel Nutrition Animale concernant son projet d'extension de son activité de fabrication d'aliments pour animaux ainsi que ses activités annexes sur la commune de Saint-Germain en Coglès.

Le projet consiste à créer :

- un stockage-dosage d'aliments sur l'usine 1, avec une augmentation de la capacité de stockage des céréales de 1 280 m³ ;
- une station de lavage et de désinfection des véhicules avec traitement physico-chimique des effluents par filières végétalisées.

La mise en œuvre de la tour de stockage-dosage des aliments permettra d'augmenter les capacités du process en place (à raison d'environ 5% par an pour atteindre le niveau maximal de 395 000 tonnes annuelles à horizon 2028).

Le pétitionnaire dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 09 janvier 2007 pour son activité principale de fabrication d'aliments pour animaux ainsi que pour son activité de stockage de céréales en silos.

Les habitations les plus proches du site sont distantes de plus de 150 mètres au sud-ouest et à l'ouest.

Ce dossier appelle de ma part les observations suivantes sur l'étude d'impact :

1) Sur l'alimentation en eau du site

Le site est alimenté en potable par le réseau de distribution public pour les usages suivants :

- Les usages domestiques (sanitaires),
- Le process (mélangeuses),
- L'alimentation des chaudières pour la production de vapeur,
- Le lavage des véhicules.

L'arrêté d'autorisation prévoit une consommation annuelle maximale de 13 000 m³/an. Le dossier précise que le site a consommé 15 297 m³ par an sur les trois dernières années. Il présente également l'impact des aménagements prévus dans le cadre de cette extension (nouvelle station de lavage et de désinfection, tour de stockage-dosage des aliments) et conclut à une estimation de l'ordre de 20 000 m³ par an (pages 99 et 100).

Le pétitionnaire sollicite donc l'augmentation de son autorisation de consommation de l'eau du réseau à hauteur de 21 000 m³ annuel.

Le dossier ne précise pas si le syndicat de production d'eau (Eau du Pays de Fougères) et le syndicat de distribution d'eau (SM Eau du Coglais) confirment la faisabilité d'augmentation d'alimentation en eau de l'industriel.

Par ailleurs, je rappelle que la sécurisation du réseau d'adduction publique contre les phénomènes de retour d'eau doit être prise en compte par l'équipement des systèmes de distribution intérieurs par des dispositifs de disconnexions agréés répondant à la norme européenne EN 1717. Les obligations d'entretien et de vérification périodiques des ensembles de protection contre les retours d'eau imposées par le code de la santé publique (articles R1321-57 et R1321-61) devront être respectées. **Le dossier ne précise pas si le branchement dispose d'un disconnecteur permettant d'éviter tout phénomène de retour d'eau dans le réseau public communal.**

Le site dispose d'un puits qui est équipé d'une pompe de 20 m³/h, conformément aux prescriptions de son arrêté préfectoral du 9 janvier 2007. Il fonctionne lorsque la nappe atteint un niveau pouvant mettre en danger l'établissement vis-à-vis du risque d'inondation. Ces prélèvements ne sont opérés que de manière occasionnelle (selon le pétitionnaire) et uniquement pour des raisons de sécurité. Le rejet est dirigé vers la station de traitement des eaux usées du site.

2) Sur les périmètres de protection de captages destinés à la production d'eau potable

Les projets sont situés dans les périmètres de protection des captages de Rennes I déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 25 octobre 1994 modifié.

La tour de stockage-dosage avec sa fosse de réception d'une profondeur de 7 mètres et ses pieux de soutènement de type tarière creuse de 13 à 17 mètres de profondeur sont situés dans le périmètre de protection rapprochée complémentaire.

La station de lavage et de désinfection des véhicules avec traitement physicochimique des effluents est située dans le périmètre de protection éloignée.

En ce qui concerne les travaux situés à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, les prescriptions de l'article 7 II de l'arrêté susvisé ne s'opposent pas à ce projet, sous réserve toutefois que les mesures d'aménagement prises pour la protection du captage soient approuvées par la Collectivité Eau du Bassin Rennais.

Le dossier ne fournit pas l'avis de la Collectivité eau du Bassin Rennais sur ce point.

Afin d'éviter les impacts éventuels sur la ressource en eau, les recommandations de l'étude hydrogéologique devront être appliquées à savoir :

- réaliser les travaux d'excavation, de réalisation des parois et du fond de la fosse en période de basses eaux (juillet à octobre) ;
- établir un périmètre de sécurité autour de la zone en travaux et y interdire le stockage de produits polluants (huiles, hydrocarbures...). Ces produits seront stockés en dehors de la zone et sur rétention ;
- disposer de kits anti-pollution accessibles et former le personnel à leur utilisation ;
- prévoir un bac de décantation dimensionné pour 2 m³/h qui permettra de traiter les matières en suspension et de ne pas surcharger les réseaux, si des travaux sont nécessaires hors période de basses eaux.

Par ailleurs, le dossier précise que les activités prévues en phase d'exploitation ne seront pas de nature à impacter la qualité des eaux souterraines. La fosse qui est en projet et qui aura pour vocation la réception des céréales, sera totalement étanche, ce qui évitera les risques d'interaction entre les eaux souterraines et les céréales stockées. Le pétitionnaire précise également que des fosses de même nature sont déjà existantes sur le site.

De plus, je note qu'un tapis drainant en fond de fosse sera réalisé pour faciliter les écoulements. Aucun pompage n'est ainsi prévu, dans la mesure où un cuvelage sera réalisé (étanchéification).

En ce qui concernent les travaux situés à l'intérieur du périmètre de protection éloignée, les prescriptions de l'article 7 III de l'arrêté susvisé ne s'opposent pas à ce projet.

L'ensemble de ces travaux devra être conduit en conservant comme préoccupation constante la protection de la ressource en eau. **Je demande que l'ARS et la Collectivité Eau de Bassin Rennais soient rapidement informées de toute pollution du milieu qui pourrait avoir un impact sur la qualité de cette ressource.**

Lors des travaux de réalisation du projet, je demande qu'un bureau d'études spécialisé puisse suivre les

différentes étapes afin de garantir l'absence d'impact sur la ressource en eau et qu'une traçabilité écrite soit produite.

3) Sur l'évaluation des risques sanitaires pour les populations riveraines

Le dossier présente une partie consacrée à l'évaluation des risques sanitaires (page 105 de l'étude d'impact). Je rappelle qu'il doit avoir pour objectif de démontrer que le fonctionnement de l'usine et de ses équipements ne seront pas de nature à présenter des risques pour la santé des riverains.

Les émissions retenues comme pouvant potentiellement présenter un risque sanitaire sont les émissions atmosphériques (poussières,...). Une modélisation de la dispersion de ces rejets a été réalisée afin de déterminer les concentrations d'exposition des populations. L'évaluation conclut à un niveau de risque acceptable et faible.

S'agissant de l'impact sonore, une étude acoustique a été réalisée en 2022. Elle ne montre pas de non-conformité. Le dossier précise que les aménagements projetés n'auront pas d'incidence sur les niveaux acoustiques. **Cette affirmation aurait dû être démontrée par le bureau d'étude, notamment par une modélisation acoustique.**

S'agissant des émissions olfactives, la société juge que le niveau d'impact sera négligeable du fait notamment de l'éloignement des 1^{ère} habitations (150 mètres). Elle précise qu'aucune plainte n'a été enregistrée à ce jour.

4) Conclusion

Après examen de cette demande d'autorisation et au vu des remarques précédentes, je vous informe que j'émetts un avis favorable sur ce dossier sous réserve que :

- le syndicat de production d'eau (Eau du Pays de Fougères) et le syndicat de distribution d'eau (SM Eau du Coglais) confirment la faisabilité d'augmentation d'alimentation en eau de l'industriel ;
- un disconnecteur soit installé pour éviter tout phénomène de retour d'eau dans le réseau public communal.
- l'avis de la Collectivité eau du Bassin Rennais sur ce projet soit communiqué ;
- les recommandations de l'étude hydrogéologique soient mises en œuvre ;
- l'ARS et la Collectivité Eau de Bassin Rennais soient rapidement informées de toute pollution du milieu qui pourrait avoir un impact sur la qualité de cette ressource ;
- qu'un bureau d'études spécialisé puisse suivre les différentes étapes des travaux de la fosse afin de garantir l'absence d'impact sur la ressource en eau et qu'une traçabilité écrite soit produite ;
- l'absence d'impact acoustique soit validé par une campagne de mesures lorsque le projet sera réalisé et en fonctionnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.



Gaëlle DUCLOS
Responsable du département Santé Environnement